



FORCEREPUBLICAINE

**Réunion publique dans l'Hérault
Discours de François Fillon
Jeudi 11 juillet 2013**

Mes chers amis,

Je retrouve les militants et les sympathisants de l'Hérault avec un très grand plaisir.

J'étais tout à l'heure à Montpellier avec des scientifiques passionnés qui concentrent leurs recherches sur les molécules qui peuvent être décisives sur le plan médical, et j'ai longuement discuté avec des viticulteurs de Saint-Geniès-des-Mourgues.

Dans ces deux réunions si différentes, le message était finalement le même : Libérez le travail, allégez les réglementations inutiles, valorisez nos succès et faites-nous confiance.

Je suis à la Grande Motte, de nouveau, à l'invitation de mon ami Stephan Rossignol. Je me souviens de lui, jeune militant du RPR, et je le vois maintenant tenant les premiers rangs dans votre ville et à la région.

Stephan est imaginatif, courageux et loyal, et son engagement est une chance pour nous tous.

Merci Stephan pour ta confiance, et merci aussi aux nombreux élus ici présents.

Raymond Couderc, Elie Aboud qui ont fait le choix de l'unité pour Béziers. Je m'engagerai de toutes mes forces à leur côtés pour faire gagner nos valeurs à Béziers et dans toutes les villes de France...

Je vois beaucoup de visages amis, et je ne puis citer tous ces élus locaux, départementaux, régionaux, européens, ils sont de l'Hérault, du Gard, de l'Aude, de la Lozère, des Pyrénées Orientales...

Je leur adresse un salut fraternel car grâce à eux la voix de la France que nous aimons reste vivante.

C'est la voix de ces générations de français qui se sont acharnés au travail, se sont dressés sur les barricades, se sont sacrifiés sur les champs de bataille.

Ils ont tout donné pour nous léguer la fierté de dire ces quelques mots : "je suis Français".

Et ces mots ont du sens lorsque nous voyons ces Etats déchirés par les violences politiques ou confessionnelles.

Egypte, Syrie, Somalie, Libye... il faut regarder au-delà de nos frontières pour mesurer le prix de la démocratie, de la laïcité, de la paix européenne.

2000 ans d'histoire nous donnent la force et l'expérience pour demeurer une grande puissance. Mais notre avenir n'est pas assuré, et nous ne l'écrirons pas en faisant notre "petite soupe sur notre petit feu, dans notre petite marmite".

Echappons au microcosme et regardons l'Histoire qui nous défie.

Pendant des siècles, la France, avec quelques rares autres nations, a dominé le monde.

Cette puissance sans égale nous a permis de bâtir une civilisation européenne riche et prospère.

Mais depuis une vingtaine d'années, le monde s'est réveillé et prend sa revanche.

Nous avons globalement tenu le choc et maintenu notre mode de vie, non par des réformes d'ampleur, non en augmentant notre compétitivité, mais par un endettement croissant et massif.

Nous avons même eu la légèreté de nous offrir dans les années 80 la retraite à 60 ans et dans les années 90, les 35 heures.

Mais peu à peu, nous avons décroché.

Nous n'avons plus les moyens de nous endetter, et des pays immenses investissent les marchés sur lesquels nous avons un monopole.

Leur population est jeune et motivée.

Quand nous luttons pour préserver notre héritage, ils se battent deux fois plus pour constituer le leur. Quand nous créons une entreprise, ils en créent des milliers.

Cette nouvelle donne historique exige une mobilisation de toutes nos forces productives.

Nous sommes en état de guerre économique, et tous ceux qui prétendent que la prospérité est un dû et non un combat sont de dangereux démagogues.

Lorsque je parle ainsi, on me dit «*attention François, tu inquiètes les électeurs*».

Mais vous n'en n'avez pas assez qu'on vous parle comme à des malades auxquels on cache la vérité, comme si vous n'étiez que des consommateurs de bonne aventure, comme si la démocratie était nécessairement un jeu de dupes où le spectacle l'emporte sur le sérieux, l'illusion sur la réalité.

Je refuse ce jeu des apparences qui détourne les Français des vrais défis qu'il faut affronter ensemble.

En 2012, François Hollande promettait de «ré-enchanter le rêve français», comme s'il suffisait de rêver pour être exaucé.

On ne ré-enchanté rien en écrasant la réussite sous les impôts. On ne ré-enchanté pas la jeunesse en lui offrant des contrats précaires pour infléchir les statistiques du chômage.

On ne ré-enchanté rien en maltraitant les entrepreneurs et les investisseurs.

On ne ré-enchanté rien avec des dettes à n'en plus finir.

Et on ne ré-enchantera rien tant que la vérité ne sera pas dite, et la vérité c'est que notre civilisation est en danger et que nous devons réagir sans délais et sans hésitation.

C'est cette vérité qui a manqué à François Hollande lors de sa campagne.

Pour gagner tout fut possible - y compris nier la crise !

Depuis un an, la gauche est au pouvoir avec ses promesses intenable, ses vieilles recettes et sa majorité indisciplinée.

Il est plus facile d'écarter Madame Batho que d'effacer la réalité !

La réalité, c'est que notre pays est enfoncé dans la récession, et au lieu de réagir le gouvernement s'emploie à nous expliquer que cela pourrait être pire.

L'investissement recule, les exportations reculent, la consommation recule, le pouvoir d'achat recule, seuls les déficits, le chômage et les impôts avancent !

Tous les feux sont au rouge mais rassurez-vous, «tout est sous contrôle».

Nos socialistes me font penser à la formule de Churchill : «ils ne savent pas où ils vont, ils ne savent pas où ils sont, et ils font tout cela aux frais du contribuable».

Sur le chômage, on nous promet que sa courbe devrait se stabiliser à la fin de l'année.

Mais le chômage ce n'est pas une courbe ! Ce sont des hommes et des femmes qui souffrent, qui n'ont plus d'avenir, qui ne peuvent plus bâtir de projet, qui se demandent s'ils pourront élever décemment leurs enfants.

Aucun de ces chômeurs ne verra son sort s'améliorer du fait de l'emploi massif de contrats aidés qui n'ont pas d'autre but que de ralentir la hausse du chômage rendue inéluctable par le refus de réformer notre système économique et social.

Tous ces contrats subventionnés -que nous avons trop utilisés par le passé- ne sont que des paravents qui masquent l'essentiel.

L'essentiel, c'est que l'économie française n'est plus assez forte pour créer de la croissance car les marges d'investissement de nos entreprises sont vampirisées par les charges, ni assez souple pour créer de l'emploi car le code du travail est devenu un obstacle infranchissable à l'embauche.

Quant à nos déficits, ils dérapent sévèrement.

Aujourd'hui, le déficit de l'Etat est plus élevé qu'en 2012, alors que le candidat Hollande avait promis de le réduire.

Ça n'est pas seulement parce que les recettes manquent que le déficit s'accroît, c'est parce que les dépenses continuent d'augmenter !

En 2014, selon la Cour des Comptes, la France tiendra la 1^{ère} place mondiale en matière de dépenses publiques. Franchement, il y a des trophées dont on se passerait bien !

Notre pays a obtenu de ses partenaires européens deux années de plus pour maîtriser les comptes publics.

Le gouvernement se félicite de ce sursis, alors qu'il devrait faire amende honorable car il n'y a rien de glorieux à ne pas respecter sa parole.

Je ne parle pas seulement de la respecter vis-à-vis des Européens, je parle de la respecter vis-à-vis de nos enfants qui n'ont pas à payer la facture de notre insouciance.

Lorsqu'en 2007 j'avais parlé d'un risque de «faillite», on m'avait dit que j'allais trop loin.

Oui, j'allais loin car la question de la souveraineté budgétaire était et reste alarmante.

La France est en passe de devenir en 2013 le premier emprunteur mondial en euros, avec un besoin de financement de 200 milliards qui devra être couvert aux deux tiers par les investisseurs internationaux.

Durant sa campagne présidentielle, le parti socialiste tirait à boulet rouge sur la finance internationale, eh bien aujourd'hui, la finance est devenue sa béquille !

Il faut sortir de cette spirale dégradante car un pays surendetté est un pays qui a perdu son indépendance.

Les faits sont là.

Parmi les grands pays industrialisés, la France est le seul à être à l'arrêt. Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, tous connaissent une reprise économique plus ou moins importante. Sauf nous !

La récession française ne trouve sa cause ni dans la mondialisation, ni dans la zone euro, et Angela Merkel n'y est pour rien...

La récession française est la conséquence directe du choc fiscal décidé par la gauche.

Le moteur de l'investissement et celui de la consommation ont été noyés sous le flot des impôts.

2012-2013 : c'est 50 milliards d'euros de plus pour les Français et les entreprises ! 2014 ce sera au moins 14 milliards supplémentaires. 64 milliards en deux ans !

Et ces impôts ne sont pas payés seulement par les «riches» comme on vous l'avait promis.

Les classes moyennes avec deux salaires, les retraités, les salariés, les auto entrepreneurs, ceux qui emploient une aide à domicile : tous sont des «riches» au regard de François Hollande !

En réalité, les socialistes ont préféré demander aux ménages et aux entreprises de payer la note des déficits plutôt que d'exiger de l'Etat qu'il se serre la ceinture.

On réembauche 60.000 enseignants, on renonce au principe de ne recruter qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, on retarde la réforme des administrations en rabaissant fébrilement tous les budgets de fonctionnement, on supprime pour la fonction publique le jour de carence en cas d'arrêt maladie contrairement aux salariés du privé.

Bref, les socialistes ont choisi l'Etat plutôt que l'économie, ils ont choisi l'augmentation des charges plutôt que la compétitivité, les 35 heures plutôt que les heures supplémentaires défiscalisées, ils ont choisi les

impôts plutôt que la réduction des dépenses publiques, et ce qui devait arriver arriva : l'activité s'est bloquée.

François Hollande n'a aucune excuse.

Il a fait un mauvais diagnostic sur l'état de la France, il a engagé une politique asphyxiante, et au surplus, il a divisé les Français au moment où il aurait dû les rassembler.

La République est notre bien le plus précieux et je la vois fragilisée sur ce qu'il y a de plus sacré, la famille et la sécurité.

Le «mariage pour tous» a déchiré la société française, et une certaine conception de la famille traditionnelle a été dédaignée et ébranlée dans ses repères.

Quant à l'insécurité, elle augmente chaque jour et partout.

Vols, cambriolages, atteintes aux personnes... la violence avance et l'exaspération grandit.

Et elle grandit parce que l'Etat se désarme.

Il est absurde et dangereux de vouloir supprimer les peines planchers alors que nous devons être inflexibles avec les multirécidivistes.

Absurde et irresponsable de laisser entendre, comme le fait la Ministre de la Justice, que c'est la prison qui crée la délinquance alors que c'est le contraire.

Absurde et incohérent de prétendre vouloir combattre la drogue et dans le même temps d'ouvrir des salles de shoot.

Absurde et injuste de laisser les maires se débattre seuls avec ceux des gens du voyage qui ne respectent pas la loi.

Absurde et inconscient de prétendre, d'un côté, maîtriser l'immigration et, de l'autre, promettre le droit de vote aux étrangers.

Au lieu de promettre ce droit, il conviendrait surtout d'imposer des devoirs à tous, car c'est d'abord aux étrangers de faire l'effort de s'intégrer à la France et non l'inverse.

Pendant des siècles, nous avons assimilé ceux qui rejoignaient et aimaient notre nation.

Et nous l'avons fait et réussi par la citoyenneté qui ne se découpe pas en tranches.

Par l'Ecole qui ne craignait pas de dire que le savoir se mérite et que le patriotisme républicain transcende les distinctions sociales et refuse les communautarismes.

Nous l'avons fait et réussi par la laïcité qui doit interdire aux intégristes d'empiéter sur la vie de tous les autres, et ce qui fut valable autrefois pour la religion catholique l'est aujourd'hui pour la religion musulmane.

Je hais la xénophobie qui est une dégradation de l'âme, mais je dénonce l'angélisme qui la nourrit.

J'ai combattu autrefois le voile à l'Ecole et fait interdire la burqa car, en France, femmes et hommes vivent à égalité.

L'immigration doit être réduite à son strict minimum en fonction de nos capacités d'accueil et de nos besoins économiques car il n'y a aucune générosité à accueillir des personnes qui sans formation, sans revenu et sans logement seront des déracinés.

Les aides sociales doivent être réservées aux migrants légaux présents depuis plusieurs années sur notre territoire.

Le Parlement doit pouvoir décider du nombre d'étrangers que nous souhaitons accueillir, des compétences dont nous avons besoin et des régions du monde vers lesquelles nous voulons nous tourner, et cela chaque année, de façon transparente, à l'issue d'un débat où chacun devra prendre ses responsabilités.

Mes amis,

Face à une politique impuissante, face à la montée des démagogues et des extrémistes qui se régalent de nos malheurs, nos devoirs sont élevés.

Notre premier devoir est de faire passer l'intérêt général avant nos intérêts particuliers.

Et en parlant d'intérêt général, je pense d'abord à notre famille politique qui a été mise à mal par l'élection interne de novembre dernier.

J'aurai pu rompre, mais j'ai choisi de privilégier l'unité de notre mouvement car ma personne a moins d'importance que vous tous qui êtes ensemble dans cette salle.

C'est pour vous que je suis resté à l'UMP.

C'est pour vous que je me suis battu pour l'honneur de notre parti.

C'est pour vous que j'ai voulu le remettre sur des rails démocratiques solides afin que ce qui s'est passé ne se reproduise plus jamais !

Avec le vote de nos nouveaux statuts, l'UMP sera dotée de règles démocratiques exemplaires.

Les élections internes seront contrôlées par une autorité indépendante et l'instauration d'une primaire ouverte pour désigner notre candidat à l'élection présidentielle est actée.

En 2016, c'est vous qui désignerez celui que vous jugerez le plus à même de rassembler les Français.

Quel est l'intérêt de ces primaires ?

Eh bien grâce à elle, les conciliabules secrets pour désigner notre candidat, c'est fini !

Le choix par les sondages, c'est fini !

L'auto-proclamation, c'est fini !

Place à une procédure transparente et populaire dont vous serez les arbitres.

Au sein de l'UMP, mais surtout au-delà de l'UMP, chaque candidat devra démontrer devant tous les électeurs des primaires - et ils seront sans doute plusieurs millions ! - sa capacité à fédérer une majorité de Français pour vaincre la gauche et sortir notre pays de sa dépression.

Je dis au-delà de l'UMP, car notre ambition doit être d'attirer largement nos concitoyens vers notre mouvement qui est fait pour eux et pas pour lui, qui est fait pour porter des valeurs et un programme et pas seulement acclamer ses leaders.

Notre second devoir, c'est naturellement celui de la solidarité.

Nous avons pris acte de la décision du conseil constitutionnel sur les comptes de campagne de 2012, et il n'est naturellement pas question de laisser Nicolas Sarkozy seul devant l'épreuve.

La sanction est sévère, et peut paraître disproportionnée par rapport à des agissements similaires qui ont pu se produire dans le passé, mais notre famille politique est un parti de gouvernement qui se doit d'appliquer la loi républicaine et de respecter les juridictions, et notamment la plus haute d'entre elles, le Conseil Constitutionnel.

On ne peut exiger des Français qu'ils respectent les règles, si nous même nous les réfutons.

La considération des citoyens à l'égard des responsables publics suppose de notre part cohérence et dignité.

Face aux difficultés que rencontre notre parti, je ferai tout pour l'aider à remettre de l'ordre dans ses finances.

Il faut solder le passé.

Chacun va y mettre du sien, et l'UMP ne remerciera jamais assez les Français qui, en pleine crise économique, ont accepté de participer financièrement à sa remise à flot. Leur geste de solidarité commande maintenant à l'UMP la plus grande rigueur dans la gestion de ses comptes.

Lundi, Nicolas Sarkozy était à l'UMP et il nous a dit qu'il se sentait naturellement impliqué par la situation.

Je l'ai écouté avec intérêt et respect, et l'accueil qui lui fut réservé fut chaleureux.

Cependant, je ne lie pas l'avenir de l'UMP à un homme.

Le temps de l'opposition est fait pour débattre, réfléchir, susciter des nouveaux talents, faire des bilans, élaborer un projet nouveau. Et pour ce faire, l'UMP ne peut vivre immobile, congelée, au garde à vous, dans l'attente d'un homme providentiel !

Chacun a le droit de vouloir servir son pays et chacun aura le droit d'être candidat aux primaires, mais personne ne peut dire "circulez ! Il n'y a rien à voir, le recours c'est moi !"

Ça n'est pas ma conception de notre famille politique qui doit vivre, avancer, débattre et s'interroger aussi.

Nous devons tous refaire nos preuves, moi le premier.

Depuis plusieurs mois, je multiplie les déplacements, comme un militant parmi les militants.

Rester sur son piédestal en attendant que la gauche s'effondre et en espérant être plébiscité des Français : ça c'est l'assurance d'échouer.

L'état économique et psychologique du pays est si dégradé que c'est la Politique elle-même qui est dans le fossé.

Il faut nous réconcilier avec nos concitoyens. Nous montrer fort dans nos convictions mais humbles dans notre démarche.

Quand on perd des élections, on ne cherche pas d'excuses.

Beaucoup de sympathisants m'interpellent sur l'action menée durant cinq ans. Certains pour m'en féliciter, d'autres pour m'en blâmer.

Il faut avoir le courage de s'interroger sur soi-même, il faut avoir la lucidité de peser le pour et le contre de notre bilan, et dans cet esprit, je ne me défausse pas de mes responsabilités.

Durant cinq ans, avec Nicolas Sarkozy, nous avons protégé la France de la pire crise depuis 1929.

Nous avons bousculé des conservatismes et commencé à réformer utilement notre pays.

Mais nous avons agi dans l'urgence, trop souvent au coup par coup, sans aller toujours au bout des changements nécessaires et attendus. Notre économie n'a pas été suffisamment modernisée, notre modèle social n'a pas été repensé en profondeur, notre pacte républicain est resté fragile malgré nos efforts pour faire reculer la délinquance.

Nous avons perdu face à une gauche mensongère, mais dire cela ne suffit pas !

Nous avons perdu parce que le sens que nous voulions donner à notre politique ne fut jugé, à tort ou à raison, ni assez lisible, ni assez puissant.

Il faut méditer le passé car les Français ont besoin de sentir que nous sommes capables de nous juger avec clairvoyance.

La France de 2013 est très différente de celle de 2007, et que sera-t-elle en 2017 ?

La lassitude est grande et l'exigence à l'égard des responsables politiques est élevée.

La multiplication des affaires pourrait l'atmosphère.

Nous avons le devoir d'incarner une attitude digne de confiance.

L'humilité et l'honnêteté doivent caractériser l'engagement politique.

Les municipales seront notre premier test.

L'heure est venue d'aller à la reconquête des territoires perdus et d'adresser au gouvernement l'avertissement qu'il mérite.

Dans nos villages, nos villes, nos métropoles régionales, nous devons incarner une autre façon de diriger nos collectivités locales, avec plus de réalisme, plus de volonté réformatrice, plus de sens de l'intérêt national.

Il n'y aura pas de redressement national sans un engagement des territoires, sans une simplification de leur organisation, sans un partage des efforts.

Disons le, sans un effort de rigueur de la part des élus locaux.

Ces élections ne doivent pas être seulement la victoire d'un parti sur un autre, elles doivent être la victoire de la France sur les égoïsmes et les intérêts particuliers.

Elles doivent consacrer des équipes d'hommes et de femmes soucieux de l'intérêt général et exemplaires dans leur comportement personnel.

Pour ces élections, j'irai partout où je pourrais être utile à nos candidats et je défendrai nos couleurs partout où la gauche se croit en terrain conquis.

Mes amis,

Dans l'opposition, il existe deux voies.

L'une, consiste à épouser l'humeur du jour, à additionner toutes les colères du pays, à épouser toutes les démagogies, à s'allier avec n'importe qui, pour promettre n'importe quoi.

Bref, faire de l'UMP une sorte de parti protestataire.

Lorsqu'à 14 ans j'ai commencé à militer en politique, c'était par admiration pour le Général de Gaulle.

Cette voie de la capitulation politique et morale ne sera donc jamais la mienne ; elle n'est pas celle de mon association Force Républicaine, et ne peut être celle de l'UMP qui n'a pas vocation à ramper devant l'extrême droite, pas plus qu'elle n'a vocation à céder aux intimidations de la gauche.

La seconde voie, plus audacieuse, consiste à hisser la France au-dessus de ses peurs, à offrir aux Français une raison de se rassembler pour relancer leur pays et retrouver confiance en l'avenir.

Et au cœur de ce défi, je veux vous parler d'un ressort qui a poussé notre patrie durant des siècles et qui s'est brisé, une sorte de force en nous qui s'est perdue : je veux parler de la foi dans le Progrès.

On nous a appris à avoir peur de tout : de la neige en hiver, du nucléaire, des OGM, du gaz de schiste, des mutations économiques, des innovations scientifiques, du voisin de palier lui-même...

Au premier souci, on est conduit vers une cellule psychologique. Au premier accident, on fait une loi et un règlement.

Ca n'est pas avec cette peur au ventre que nous relancerons la croissance, que nous conquerrons des marchés nouveaux, que nous redonnerons aux Français la volonté de se retrousser les manches.

Je veux réconcilier notre pays avec cette idée de progrès, et lui dire que le redressement est possible.

Nous en avons les atouts.

Nous avons l'atout du nombre et de la jeunesse car nous sommes le pays d'Europe dont la démographie est la plus soutenue.

Nous avons l'atout de la productivité des salariés car malgré les 35 heures, nous sommes l'une des nations dont les travailleurs sont les plus performants.

Nous avons l'atout de l'éducation et de la recherche, et là encore, malgré nos lacunes, les Nobel français excellent dans les mathématiques, la médecine, la physique.

Nous avons des leaders économiques mondiaux qui exportent et fédèrent autour d'eux les filières des PME.

Nous avons encore entre nos mains les instruments de la souveraineté nationale.

L'agriculture et l'agro-alimentaire qui assurent notre indépendance alimentaire.

L'énergie nucléaire qui garantit notre indépendance énergétique.

Nos forces armées qui sont considérées parmi les plus performantes du monde.

Notre culture et la beauté de la France qui font d'elle le foyer de toutes les admirations.

Oui nous avons des atouts et c'est en s'appuyant sur eux que nous devons être une place forte de l'innovation, de l'investissement, de

l'entrepreneuriat. C'est par ce chemin que nous redresserons la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat.

Pour cela, il faut mettre le paquet sur les investissements d'avenir en concentrant les efforts de la nation sur les secteurs stratégiques qui feront les ruptures de demain : les transports du futur, les biotechnologies, les économies d'énergie, les réseaux d'information à très haut débit...

Cette stratégie d'innovation doit être accompagnée par une baisse forte et claire des charges qui pèsent sur le travail qui sont supérieures en France de vingt pour cent à la moyenne européenne et elle doit être stimulée par la capacité donnée aux entreprises et aux salariés de négocier sur le terrain le temps de travail et son organisation.

Il faut rendre aux français de la liberté.

Liberté pour les chercheurs qui ne doivent pas être entravés par un principe de précaution qui stérilise la recherche et à ce titre je regrette la position dogmatique que nous avons prise sur les OGM comme sur le gaz de schiste.

Il ne s'agit pas de nier les problèmes d'environnement mais de laisser aux scientifiques la liberté de chercher les réponses qui permettront de poursuivre notre marche sur le chemin du progrès.

Nous sommes les inventeurs de l'automobile, de l'avion, du train, de la machine à vapeur, des vaccins, du cinéma et voilà que nous interdisons à nos scientifiques de chercher, ouvrant par cette attitude une autoroute à nos concurrents qui n'en demandaient pas tant !

Liberté pour les entreprises qui doivent pouvoir adapter leur organisation en fonction de leurs marchés et de leurs concurrents.

Liberté pour les salariés qui doivent pouvoir travailler plus pour améliorer leur pouvoir d'achat.

Au cœur de la recherche et de l'innovation il y a les universités qui doivent être autonomes et imbriquées à l'activité de la nation.

A cet égard, la décision du gouvernement actuel de casser la loi sur les universités que nous avons mise en place est une faute impardonnable.

Nous avons donné à nos universités, après trente ans d'un long et douloureux déclin, le pouvoir d'être plus libres, plus dynamiques, et d'être dirigées par leurs présidents de façon claire et responsable.

Par idéologie, la gauche a réintroduit dans la gouvernance de nos universités la pagaille en réintroduisant les représentants syndicaux, étudiants, enseignants... Bref, il n'y a plus de patron !

C'est le retour de l'égalitarisme et de la médiocrité, alors que nos universités doivent avoir l'ambition d'être parmi les meilleures du monde. Et pour l'être, elles doivent pouvoir librement s'organiser sur le plan pédagogique et scientifique.

Cette stratégie d'innovation doit être articulée au niveau européen afin de démultiplier notre puissance technologique et scientifique.

Il faut inventer et produire français et européen. Ce sera bien plus efficace que de nous replier derrière nos frontières !

Et pour cela, l'Europe doit s'organiser comme une place forte dans la mondialisation.

Finie la naïveté.

L'Union européenne doit favoriser la constitution de grands groupes européens au lieu de les freiner.

Elle doit exiger la réciprocité dans les échanges internationaux car nous ne sommes pas une passoire.

Comment le Président de la République peut-il accepter l'ouverture cette semaine des négociations commerciales entre l'Europe et les Etats Unis, alors que la semaine dernière il menaçait, à juste titre, de les bloquer dans l'attente des explications que le président Obama nous doit sur les accusations d'espionnage de la commission et des gouvernements européens.

La France est elle devenue si faible qu'elle ne peut plus se faire entendre à Bruxelles ou bien les menaces de François Hollande n'étaient elles qu'un sabre de bois ?

L'année prochaine, nous allons élire nos députés au Parlement européen. De notre vote dépendra deux choses : que la gauche ne prenne pas le contrôle de l'Europe pour la conduire dans la même impasse où François Hollande conduit aujourd'hui la France : déficits incontrôlés, mutualisation des dettes au mépris du principe de responsabilité, dépenses improductives, angélisme sur l'immigration.

Que nous puissions conduire la réforme indispensable de l'Union européenne qui est en train d'étouffer sous les réglementations et les compromis qu'impose le trop grand nombre d'Etats qui la composent.

Oui nous avons besoin de l'Union européenne pour maintenir la paix sur un continent qui n'est pas définitivement vacciné contre la violence.

Avant de jeter aux orties l'idéal européen nous devrions réfléchir au monde d'avant, à cette Europe où, tous les dix ans les hommes partaient à la guerre, à cette Europe qui a atteint le plus haut niveau de barbarie qu'ait connu l'humanité.

Oui nous avons besoin de bâtir au cœur de l'Europe, un noyau dur autour de la France et de l'Allemagne qui doivent faire converger leurs économies pour défendre leur monnaie et résister à la domination économique de l'Asie.

Seule une majorité de droite et du centre en France et en Allemagne permettra de bâtir cette place forte qui protégera nos entreprises et nos emplois d'un déclin annoncé.

Mes amis, qui dit innovation dit refus des préjugés.

Je me souviens, lorsqu'en 1995, je fus nommé ministre de la poste et des télécommunications, j'ai fait venir dans mon bureau l'un des grands responsables de ce secteur.

Je lui ai parlé d'internet qui commençait à se développer et j'ai encore sa réponse dans mes oreilles : « *Monsieur le Ministre, internet c'est une mode, dans six mois on n'en parlera plus* ».

Je ne l'ai pas écouté !

J'ai engagé la privatisation de France Télécom et ouvert le secteur des télécommunications à la concurrence.

En l'espace de cinq ans, quasiment tous les Français disposaient d'un mobile, les prix des communications étaient divisés par deux ; en dix ans, quasiment tous les Français disposaient d'un ordinateur et maniaient l'informatique, des milliers d'emplois d'informaticiens, programmeurs, réparateurs étaient créés.

Voilà ce que certains appelaient autrefois une «mode». Par habitude, par peur, par manque d'audace et de curiosité. Et bien c'est cela qu'il faut combattre pour faire renaître dans le cœur des Français le goût de l'innovation et du risque.

Mais pour faire surgir ce nouvel état d'esprit, il y a une condition à remplir : c'est la liberté, dont le corolaire est la responsabilité.

Nous sommes l'un des pays au monde qui compte le plus de réglementations.

Chez nous, tout est encadré, calibré, surveillé : de l'extension de votre terrasse aux conditions d'embauche d'un jeune, de l'organisation des universités à la gestion du personnel d'une PME.

Le Progrès ne surgira pas au milieu de tant de défiance.

La France a besoin d'oxygène.

Pour cela réformons l'Etat et invitons la société à s'investir ; allégeons le code du travail qui étouffe l'emploi ; ouvrons les champs du dialogue social de terrain ; renforçons la participation dans les entreprises ; ouvrons intelligemment les professions réglementées ; célébrons le mérite de ceux qui se retroussent les manches ; faisons confiance aux familles qui ne doivent pas se défausser de leurs devoirs ; plaçons les citoyens en situation de bâtir leur destin.

Au cœur de cette valeur de responsabilité que nous portons dans le débat politique, il y a l'école !

Durant le quinquennat passé nous avons reculé devant les sempiternelles protestations sur la réforme du Lycée.

C'est pourtant le premier vecteur de la transformation sociale que nous devons engager.

Des citoyens plus libres et plus responsables grâce à l'éducation que nous serons capables de leur donner !

Nous voulons une école du respect et du devoir.

Nous voulons une école de l'autorité avec des chefs d'établissements autonomes qui pourront constituer leurs équipes et adapter leur pédagogie.

Nous voulons que l'école s'adapte à nos enfants en leur offrant les rythmes et les filières qui leur correspondent.

Pour les uns l'apprentissage sera la voie royale qui leur permettra de se révéler, pour les autres il devrait y avoir une continuité entre le lycée et l'enseignement supérieur.

Des enseignants moins nombreux et mieux payés, présents dans l'établissement en dehors de leur cours, une tenue uniforme pour les

élèves qui doivent apprendre les valeurs républicaines d'égalité et de fraternité.

Voilà la clé de la reconstruction d'une société libre et solidaire.

Mes Chers amis,

Les commentateurs politiques se demandent qui sera l'homme de la situation ! Eh bien moi je réponds que croire en l'homme providentiel c'est défausser le pays de ses propres responsabilités.

En République, ce sont les citoyens eux-mêmes qui se sauvent ou qui se perdent.

En vérité, chaque français est l'homme de la situation.

L'entrepreneur qui se bat pour son entreprise est l'homme de la situation.

Le salarié qui fait des heures supplémentaires est l'homme de la situation !

Le fonctionnaire qui accompagne la réforme de son administration est l'homme de la situation !

Le retraité qui donne de son temps pour aider les enfants déscolarisés est l'homme de la situation.

Le citoyen qui se dresse dans son quartier pour dénoncer les trafics de drogue est l'homme de la situation !

Celui qui, par respect, se lève lorsque la Marseillaise est jouée, celui qui, par courage, ne baisse pas les yeux lorsqu'une femme est agressée dans le métro, celui qui, par patriotisme, dit «nous» plutôt que «moi», est l'homme de la situation !

Le redressement du pays, mes amis, ne viendra pas seulement du sommet. Il viendra de nous tous.

Il viendra de votre lucidité, de votre courage, de votre travail.

En chaque citoyen, il existe une lumière qui ne demande qu'à briller. Et ce sont toutes ces lumières que nous devons rallumer, entraîner et rassembler.

Voilà notre mission, et voilà mon espérance pour la France et pour la République.